

Brexit : 3 milliards d'euros de pertes d'exportations en 2019 pour les entreprises françaises en cas de No Deal

Les négociations entre l'Union Européenne et le Royaume-Uni quant à un accord de sortie et à un nouvel accord commercial se poursuivent. L'issue des discussions engagées entre les deux parties est incertaine, et la probabilité d'un No deal Brexit se renforce. Dans sa dernière étude, Euler Hermes, le leader mondial de l'assurance-crédit, estime d'ailleurs qu'un tel scénario a 25% de chances de se produire. Pour quelles conséquences ?

EXPORTER VERS LE ROYAUME-UNI, UN CHOIX COUTEUX

Si le Royaume-Uni quitte l'Union Européenne sans qu'aucun nouvel accord commercial ne soit signé, alors les relations entre les deux parties seront soumises aux règles de l'OMC. Les taxes à l'importation augmenteront des deux côtés, et atteindront entre 4 et 5%. En parallèle, une forte dépréciation de la livre face à l'euro est attendue : actuellement à 1,13 euros, la livre atteindrait 0,88 euro fin 2019. Un double effet qui pourrait faire reculer les importations britanniques en provenance d'Union Européenne.

Dans le même temps, il faudra s'attendre à un durcissement des conditions réglementaires bilatérales. Les contrôles à la douane seront rallongés, et les formalités administratives à remplir plus pointues. Une complexification de la relation commerciale qui fera perdre un temps considérable aux exportateurs européens, et qui alourdira le coût d'exportation vers le Royaume-Uni.

LES EXPORTATEURS FRANÇAIS EN PREMIÈRE LIGNE

L'accès au marché britannique serait ainsi plus complexe et plus coûteux pour les entreprises européennes, d'où un important manque à gagner pour les exportateurs de certains pays. L'Allemagne sera le grand perdant, avec des pertes de près de 8 Mds EUR en exportations de biens en 2019, suivie des Pays-Bas (4 Mds EUR) et de la Belgique (3 Mds EUR).

3 MILLIARDS D'EUROS

En cas de Brexit sans accord de libre-échange, la France serait en première ligne avec 3 milliards d'euros de pertes d'exportations en 2019.

 EULER HERMES



La France est également en première ligne, avec des pertes d'exportations de biens de 3 Mds EUR. Une perte conséquente, puisqu'elle représenterait 16% de la demande additionnelle adressée à la France en 2019 (19 Mds EUR).

➤ Consultez l'intégralité du communiqué

Scénario macroéconomique 2018-2019 : Le tourbillon américain

Chaque trimestre, Euler Hermes, leader mondial de l'assurance-crédit, révisé son scénario macroéconomique international et actualise ses prévisions de croissance par région. A l'issue du troisième trimestre 2018, les économistes d'Euler Hermes dressent le constat suivant : la croissance mondiale du PIB devrait rester résiliente en 2018 et 2019, malgré des sources d'instabilité situées aux Etats-Unis, dont les élections de mi-mandat, des politiques commerciales non coopératives et une politique monétaire progressivement restrictive.

LA CROISSANCE MONDIALE S'AJUSTE AUX ETATS-UNIS

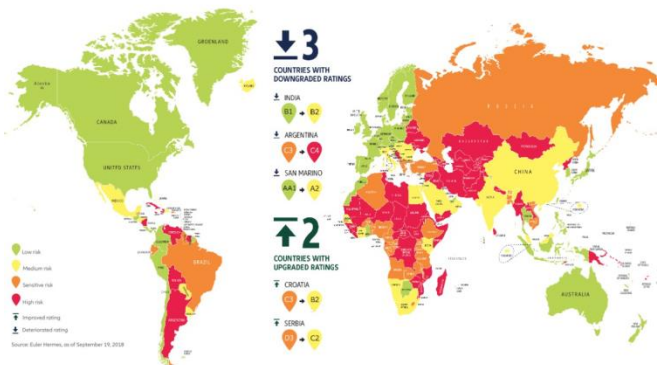
L'économie mondiale devrait rester stable en 2018 et 2019, avec une croissance estimée respectivement à +3,2% et +3,1% (+3,2% en 2017). La dynamique reste positive malgré des facteurs d'instabilité en provenance des Etats-Unis.

En effet, l'économie américaine est sous-pression. Tous les indicateurs confirment une accélération cyclique incarnée par un faible taux de chômage. Les risques de surchauffe et d'erreurs politiques sont certes contenus. Mais la rapide détérioration du déficit public, couplée au resserrement de la politique monétaire américaine, assèche les liquidités mondiales. Et dans le même temps, la résurgence du protectionnisme américain alimente l'incertitude à l'échelle internationale. Toute la question est donc de savoir si les pays sauront résister à ces multiples chocs d'incertitudes et au resserrement des conditions globales de liquidité.

COMMERCE MONDIAL : UN ATERRISSAGE EN DOUCEUR DÉCLENCHÉ PAR LE PROTECTIONNISME ET L'INCERTITUDE

Les menaces protectionnistes ont déjà un impact visible: les indicateurs avancés confirment un ralentissement de la croissance du commerce mondial. Le nombre de nouvelles commandes d'exportations aux Etats-Unis, en Europe et en Chine ont décéléré et se rapprochent désormais de leurs niveaux moyens de la période 2012-2016.

Euler Hermes estime que la croissance du commerce mondial en volume décélérera à +3,8% en 2018 (+4,8% en 2017). Une stabilisation est en revanche attendue en 2019 (+3,6%), grâce à une demande mondiale qui devrait rester forte malgré le renforcement de la rhétorique protectionniste. En effet, le taux de chômage mondial a atteint un point bas record en 2018.



➤ Retour sur l'étude en détails

Transition vers l'électrique et montée du protectionnisme : 2 défis majeurs pour l'industrie automobile mondiale à court terme

Selon Euler Hermes, les immatriculations mondiales de véhicules neufs croîtront en 2018 de +3%, soit 99,7 millions de nouveaux véhicules en circulation. La tendance devrait se poursuivre en 2019, puisque le leader mondial de l'assurance-crédit estime que l'an prochain, plus de 100 millions de nouveaux véhicules seront vendus dans le monde. Ce cap sera atteint malgré un léger ralentissement des nouvelles immatriculations, attendues en croissance de +1,9%.

LA CHINE ET L'INDE REPRÉSENTERONT 60% DE LA CROISSANCE DU MARCHÉ AUTOMOBILE À HORIZON 5 ANS

La Chine est en route pour conforter sa place de premier marché automobile mondial, concentrant plus du tiers des ventes mondiales de véhicules, malgré un léger ralentissement des nouvelles immatriculations. Celles-ci sont attendues en hausse de +4% en 2018 et +3,5% en 2019, après une moyenne de +8,6% constatée entre 2012 et 2017. Toujours en Asie, l'Inde devrait pour l'instant se maintenir au 4ème rang du marché automobile mondial, avec des immatriculations de véhicules neufs en croissance de +12% en 2018 et +9% en 2019, avant de monter sur le podium en 2020.

2 DÉFIS À RELEVER POUR PROFITER DE CES PERSPECTIVES FAVORABLES

A court et moyen terme, l'horizon semble porteur pour le marché automobile mondial. Toutefois, les perspectives des industriels du secteur restent dépendantes de leur capacité à s'adapter aux deux défis majeurs qui s'imposent à eux à (très) court terme : il s'agit pour eux de s'ajuster à l'accélération de la transition vers le véhicule électrique tout en surmontant les turbulences liées aux annonces et mesures protectionnistes.

➤ Cliquez ici pour l'intégralité de l'étude

L'AUTOMOBILE MONDIALE EN PLEIN VIRAGE STRATÉGIQUE

Le secteur automobile a probablement atteint un point haut de son cycle financier en 2017 : (i) d'un côté avec une marge opérationnelle (EBIT) qui avait atteint 5% en moyenne pour les constructeurs et 7,2% pour les équipementiers ; (ii) de l'autre avec des investissements records l'an passé, à hauteur de 140 Mds USD (soit 4,8% du chiffre d'affaires). Mais face à ces deux défis considérables, les acteurs du secteur seront certainement contraints de réduire la voilure en matière d'investissement. Au risque de perdre du terrain face à leurs concurrents dans la compétition pour les véhicules autonomes, et plus largement sur tous les nouveaux marchés porteurs liés à la mobilité.

